

Theresa May l'emporte face aux Brexiters

ROYAUME-UNI Accord du gouvernement sur la création d'une zone de libre-échange

- Theresa May doit à présent obtenir le soutien des députés conservateurs pro-Brexit.
- Boris Johnson accusé de trahison par les Brexiters.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Les députés pro-Brexit de droite les plus radicaux sont furieux. Mais, pour une fois, leur courroux n'est pas dirigé contre la Première ministre, Theresa May. C'est à Boris Johnson, le ministre des Affaires étrangères, censé être leur représentant officieux au sein du gouvernement, qu'ils en veulent.

Les élus de Westminster accusent M. Johnson de les avoir trahis en « *agitant le drapeau blanc de l'apaisement* ». « *Où est-il passé?*, s'interroge le conservateur Andrew Bridgen dans les colonnes du *Mail on Sunday*, dimanche. *Aux Chequers, vendredi, il fallait qu'il prenne exemple sur Winston Churchill, son héros. Au lieu de cela, il s'est réincarné en Neville Chamberlain* » (NDLR, qui a été Premier ministre du

Royaume-Uni de 1937 à 1940).

Vendredi, lors du séminaire gouvernemental, Boris Johnson a d'abord longuement pris la parole pour dire tout le mal qu'il pensait de la « zone de libre-échange » avec l'Union européenne que Theresa May souhaite créer après le Brexit, pour maintenir les échanges de biens entre l'île et le continent.

Selon la presse dominicale, le numéro 1 de la diplomatie britannique aurait même averti Mme May et ses collègues qu'ils allaient « *devoir faire passer de la merde pour de l'or* », s'ils souhaitent que l'accord imaginé par le 10 Downing street remporte l'unanimité auprès du parti conservateur et de l'opinion publique.

Cependant, à l'heure du dîner, M. Johnson s'était rangé derrière l'avis de la majorité des 27 ministres réunis à huis-clos : plutôt que de démissionner sur une question de principe et risquer la chute du gouvernement, l'ex-maire de Londres a préféré rentrer dans le rang.

Ses collègues Brexiters – dont David Davis, chargé du Brexit – ont adopté la même attitude docile face à Theresa May, leur cheffe de file. « *Je déteste* (cet ac-

cord) *mais je vous soutiendrai quelle que soit la décision que vous prenez* », aurait affirmé Andrea Leadsom, cheffe de la majorité ministérielle à la Chambre des Communes et ex-rivale de Mme May au leadership du parti conservateur en juillet 2016.

L'intervention de Michael Gove, le ministre de l'Environnement, aurait achevé de convaincre les ministres favorables à une rupture radicale avec l'UE de mettre leur désaccord en sourdine. Dans des termes plus choisis que ceux utilisés par Boris Johnson, M. Gove, ex-leader du Vote for Leave pendant la campagne référendaire de 2016, a déploré le caractère trop contraignant de l'accord proposé par Theresa May, pour finalement renouveler sa confiance à Theresa May. « *Je pense que nous devrions tous soutenir la Première ministre et la soutenir dans ses efforts* », a-t-il conclu en milieu d'après-midi vendredi.

Fort de cette conviction, Michael Gove a défendu le « *compromis* » gouvernemental dans les médias dimanche, au nom du « *réalisme* ». Il a notamment insisté sur l'indépendance que le Royaume-Uni retrouvera en matière d'immigration après le

Brexit, puisque la libre circulation des citoyens européens entre le continent et la Grande-Bretagne sera révoquée. Le ministre de l'Environnement a également mis l'accent sur le fait que les services, qui pèsent pour 80 % dans l'économie britannique, ne seront pas concernés par « *le nouveau modèle douanier* » que Theresa May veut nouer avec l'UE.

« *Si l'Union européenne fait preuve de mesquinerie et se montre rigide, nous devons nous tenir prêts à quitter les négociations sans accord* », a tout de même déclaré Michael Gove dimanche, pour tenter d'apaiser les députés conservateurs pro-Brexit emmenés par Jacob Rees-Mogg. Les membres du European Research Group redoutent que le Brexit ne se transforme « *en le pire des mondes, un trou noir duquel le Royaume-Uni serait à jamais un Etat-vassal engluë dans le goudron réglementaire et juridique de l'UE* ».

Lundi, Theresa May devra les persuader du contraire lors d'une réunion avec le groupe parlementaire conservateur des Communes. Le livre blanc qui détaille la « *proposition commune* » de son gouvernement sur les futures relations commerciales avec l'UE sera publié jeudi. ■

AMANDINE ALEXANDRE

L'ACCORD

Un autre « caramel mou » ?

Depuis vendredi, les Brexito-logues s'interrogent sur la nature exacte de « *l'accord collectif* » du gouvernement britannique sur les futures relations commerciales avec l'UE. Le document de trois pages publiés à l'issue du séminaire gouvernemental reste très vague sur un nombre considérable de points pourtant cruciaux. Par certains aspects, la « *zone de libre-échange* » qu'appelle de ses vœux la Première ministre s'apparente au modèle norvégien. Mais quels sont ces fameux « *moyens technologiques* » évoqués par Downing street qui permettraient d'éviter les contrôles douaniers aux frontières entre le Royaume-Uni et l'UE ? Par ailleurs, est-il envisageable de proposer un accord à l'UE qui ne s'applique qu'aux biens et n'englobe pas également les services ? L'impression générale qui se dégage pour l'instant est que Londres a proposé un nouveau « *fudge* », littéralement un « *caramel mou* » qui colle aux dents et dont on ne sait quoi faire.

A.A.